



Réunion *Sauvons l'Europe* – Collectif Ile-de-France
du Samedi 31 janvier 2009 : Quelle réponse européenne à la crise financière ?

Invités :

Mme Catherine GUY-QUINT

Députée européenne

M. Pierre DEFRAIGNE

Directeur Général Honoraire à la Commission européenne
Directeur Exécutif de la Fondation Collège d'Europe-Madariaga

M. Jean-Pierre MOUSSY

Membre Honoraire du Conseil Economique et Social

F. CHEVALIER : Présentation de Sauvons l'Europe

Le mouvement Sauvons l'Europe est né aux lendemains du rejet par une majorité d'électeurs français du projet de Traité constitutionnel européen le 29 mai 2005.

L'association Sauvons l'Europe s'est donnée pour ambition de lutter contre l'euroscepticisme rampant au sein de la société française, notamment parmi l'électorat de gauche, en prolongeant le débat démocratique né au cours de la campagne référendaire sur le sens du projet européen.

Nous souhaitons ainsi démontrer qu'une Europe politique et sociale est plus que jamais nécessaire dans le contexte de la mondialisation afin de défendre nos valeurs humanistes et notre modèle de développement solidaire.

J.-P. MOUSSY : Diagnostic de la crise

Il s'agit de la première crise de la mondialisation financière. Il y en a eu peut-être une vingtaine dans la période récente, mais c'est la première crise financière mondiale.

A situation financière mondiale, il faudra envisager des réponses européennes et mondiales.

Deuxième caractéristique : on a assisté à la contagion de la crise (c'est une crise systémique). Au départ, c'était le secteur immobilier aux Etats-Unis (crises des subprimes) puis c'est une crise du crédit, crise bancaire, etc.

La crise a aujourd'hui touché le cœur de l'économie réelle (plans sociaux).

Il y a un sentiment d'angoisse.

Cette crise se conjugue à d'autres types de crise : crise alimentaire, énergétique et climatique.

Le BIT soulignait dans une étude d'octobre 2008 une augmentation du chômage dans le monde (+ 20 millions). En outre, 100 millions de nouvelles personnes ont plongé dans la pauvreté.

En avril 2008 le FMI avait estimé le coût à 1000 Md de dollars, en janvier 2009, 2 200 Md de dollars.

Les prévisions de croissance pour la zone euro : -2% ; pour la France : -1,9%.

La crise financière est devenue économique et sociale et elle touche tous les pays.

Le tableau noir et un bon diagnostic conduisent à essayer de trouver, et à mettre en débat des solutions qui soit à la hauteur des enjeux.

C. GUY-QUINT : Réponse à la crise

La stagnation de la croissance européenne n'est pas une nouveauté. Dès 2000, l'Europe souhaitait relancer les procédures économiques.

Depuis 10 ans, nous avons vu arriver la crise alimentaire au Parlement européen.

La première réponse a été de trouver des outils communs pour une nouvelle gouvernance économique européenne. Il fallait trouver de nouvelles régulations financières.

Les nouveaux outils des institutions européennes :

- les politiques actuelles qui devaient concourir à la prospérité et à la stabilité de l'UE ne fonctionnaient pas bien ; des attaques contre les politiques traditionnelles de l'agriculture (contestation de l'approche européenne des dépenses en matière d'agriculture)
- le budget européen est très loin d'être consommé dans certains types de politiques, il faut revoir la mise en place de ces politiques (fonds structurels, fonds de cohésion) ; des travaux se font à la Commission pour revoir la solidarité territoriale
- contrôle budgétaire européen à travers les rapports de la Cour des comptes européenne notamment ont pris un ascendant terrible et stérilisés des idées et des pistes de développement de l'action européenne ; l'affichage des « ayatollah budgétaire » ont entraîné l'interdiction de certaines actions budgétaires ; le contexte actuel remet en cause la doxa des commissions budgétaires.

En matière budgétaire, des annonces ont été faites : 200 Md d'euros pour le plan de relance. Mais seuls 30 Md participent directement de dépenses européennes. Le budget ne va pas connaître beaucoup de tremblements (5 Md d'euros nouveaux, le reste est un redéploiement ou des avances).

On a demandé à la BEI de l'argent pour participer aux financements des PME si elles sont innovantes et participent à la lutte contre le réchauffement climatique. C'est de l'argent qui n'est hélas pas fléché par l'UE. Le pouvoir démocratique des autorités budgétaires du Parlement ne sera pas appelé en la matière. C'est inquiétant qu'on assiste à un glissement de cette nature.

Personne n'a fourni la preuve que la BEI pouvait tenir en termes de ratio financier cette demande.

Sur l'argent restant, les politiques seront donc réorientés sur 5 Md d'euros. Les 5 Md seront utilisés pour la construction de réseaux de transport et la relance d'énergies nouvelles. Ces 5 Md doivent être acceptés par le Conseil, mais 10 Etats bloquent leur arrivée. Avant que n'arrive la crise énergétique du gaz avec la Russie, ces 5 Md étaient conçus pour qu'ils

reviennent aux Etats selon le principe du "juste retour", sans donc un véritable plan de relance.

Les promesses faites par la présidence française en 2008 auront beaucoup de mal à être mises en œuvre. Nous sommes actuellement dans une situation de blocage. Peu à peu la solidarité européenne disparaît au profit du souci de chaque gouvernement de retrouver sa mise... C'est la disparition de l'esprit européenne.

Les problèmes posés par le réchauffement climatique est un moyen pour l'Europe de se ressouder car, cette crise, nul ne peut la détourner si nous ne sommes pas capables tous ensemble de prendre des mesures. L'Europe doit devenir leader mondial pour emmener avec elle l'ensemble de ceux qui participent au réchauffement climatique. Cela nécessitera beaucoup plus d'argent que ce qui a été alloué jusqu'ici.

Il faut se redoter de la certitude que nous pourrons donner à chacun des citoyens un avenir si nous sommes solidaires. Il faut profiter de cette crise pour redonner un projet politique.

P. DEFRAIGNE : Perspectives sur les réponses politiques

Cette crise illustre quelque chose que nous voyions depuis longtemps. La mondialisation poussée par le marché devait rencontrer des difficultés, mais elles excèdent ce qu'on aurait pu imaginer.

Cette crise est une phase logique du cycle économique. C'est l'aboutissement du processus débuté au début des années 1990 avec la révolution technologique financée par des fonds à risques.

L'endettement des Etats-Unis est financé par des surplus asiatiques. C'est une anomalie profonde du système. Il fallait que cet endettement s'achève. Nous avons vécu un syndrome d'hyper financiarisation.

Que peut-on faire ?

Stabiliser la finance elle-même (ce qu'on fait depuis l'automne dernier). Mais cette phase de stabilisation financière est plus longue que prévue.

On a encouragé les banques à se refinancer (recapitalisation). On a essayé de garantir les dépôts.

On prête de l'argent aux banques, mais elles ne prêtent pas ou prêtent à taux prohibitifs. Personne n'emprunte dans la crise.

Concernant les actifs pourris, on ne sait pas qui les a. Et ce mystère pèse. On arrive à un système où la finance va être court-circuitée et où l'Etat va devenir le seul prêteur.

La relance, dès le moment que les agents sont endettés, doit protéger le consommateur et désendetter les acteurs.

La relance des Européens, c'est 2,5% du PIB. Les Américains et les Chinois sont à 6-8%. Il y a un décalage énorme entre ce que les Européens sont prêts à faire et ceux que les autres font.

Quand l'Etat s'endette si massivement il faudra rembourser :

- en levant des impôts ;
- en baissant le niveau de la créance grâce à une forte inflation.

On fait donc de la navigation à vue. Il y aura des conséquences sur le long terme.

La régulation financière, c'est facile : il faut empêcher certains abus. En matière de régulation il y a pas mal de choses à faire : titrisation, capital-risque. Mais il aurait fallu le faire avant...

Le plus important pour la régulation, c'est la question des paradis fiscaux. 2/3 des capitaux passent par eux.

Il faut régler le problème à l'intérieur de l'Europe qui a plusieurs paradis fiscaux. Sans régler ce problème, rien ne se passera.

Quels dangers ?

La division du monde, c'est l'affrontement. L'Asie est touchée durement par la crise. Les suppléments de richesse des pays asiatiques viennent de leurs exportations, mais ils s'effondrent, d'où les chutes de production. La stabilité interne de la Chine dépend de la vitesse de croissance. On peut imaginer un repli de l'Asie sur elle-même. Dès lors le mythe du clash entre est et ouest devient sérieux.

L'Europe n'est pas prête. L'eurozone n'est pas viable : 4 pays subissent une décote sur leur dette. Il se peut que ces pays deviennent en cessation de paiement. Qui peut les aider ? Le FMI, c'est à dire les Américains. Dans la zone euro, nous n'avons même pas de fonds pour aider nos Etats membres.

IL faut un vrai budget pour l'UE, et pas de 1% du PIB (ce n'est pas suffisamment). Il faut de 4 à 7% du PIB pour créer de la solidarité dans les périodes de crises. Pour le financer, il faut des impôts : impôt sur les sociétés, fiscalité de l'épargne financière, taxe énergétique.

La zone euro n'assure pas la régulation financière au niveau européen.

Cette crise va créer un coup d'accordéon. Ca va d'abord être le désordre. Les réponses vont d'abord diverger. On va aller à un remodelage de l'UE. Il faut retrouver quelque chose de plus manœuvrable : l'eurozone.

Questions de la salle

Catherine Guy-Quint : Le marché intérieur est une victime de la crise. Les positionnements politiques ont du sens. Il a suffi d'une crise pour que tout vol en éclat sans consultation des autorités de contrôle. Quel est le pouvoir réel du politique face à la finance ? Il va falloir faire des règlements sans considérer seulement les aspects économiques. La méthode européenne d'intervention a toujours été vécue comme imposée et non pas comme concertée. Pour jouer son rôle, la BEI a besoin d'avoir des bases financières stables et un financement réel pour les opérations qu'elle a l'intention de donner.

Pierre Defraigne : On ne peut pas se limiter à la police du marché intérieur. Il ne reste plus rien de Blair, plus aucune réforme. Blair n'a pas du tout préparé son pays à la crise.

Catherine Guy-Quint : Le rôle du Parlement européen augmente de façon importante. Le Parlement se retrouve investi de compétences de plus en plus nombreuses. Mais le pouvoir budgétaire va stagner : quelles ressources ? à quel niveau ? quelle nature ? L'arrivée du Traité de Lisbonne ne va pas apporter un progrès réel si ce n'est sur l'agriculture. La question de la solidarité des territoires européens : augmentation du niveau de vie de certains pays européens. Il faut aider l'économie de ces pays pour construire l'Europe des citoyens.

Pierre Defraigne : La BEI a plutôt bien réagi. L'Europe nous a protégés de beaucoup de chocs extérieurs, mais nous avons laissé entrer d'autres instabilités financières. Le commissaire européen McCreevy a commis plusieurs erreurs. Il fallait le virer, mais les Etats acceptent le pouvoir du Parlement lorsqu'il s'occupe de la gestion mais pas de la politique.